Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Paraît le mercredi — N° 21 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE — 17 AVRIL 1968 — PRIX : 1 F

GUADELOUPE

AU PROCÈS DE POINTE-A-PITRE L'ACCUSATION A DU MAL A SE DÉFENDRE !

(Voir page 6)

A Berlin, les étudiants affrontent la police. (Photo U.P.I.)

QUI A TIRÉ SUR RUDI DUTSCHKE ?

(Voir page 4)

VIETNAM :

ON RECHERCHE UN TERRITOIRE NEUTRE

Ni Phnom-Penh ni Varsovie ne conviennent au gouvernement américain pour entamer les négociations avec les Nord Vietnamiens. Ceux-ci de leur côté ont récusé Vientiane. Au moment où nous écrivons, presque deux semaines après le spectaculaire retournement de la politique américaine, on est donc toujours à la recherche d'une ville « neutre » susceptible d'abriter les représentants des deux camps ennemis.

Et l'espoir de paix, que les propositions du gouvernement U.S. et la réponse favorable d'Hanoï avaient suscité, commence à se doubler d'interrogations.

Les raisons invoquées par les Etats-Unis pour repousser les propositions des Vietnamiens : manque d'installations convenables pour recevoir leur délégation, difficultés prévisibles dans les communications entre celle-ci et Washington, atmosphère trop partisane et donc peu propice à l'étude objective des problèmes ou même désir de la présence d'observateurs du gouvernement Sud-Vietnamien, semblent autant de prétextes dilatoires. Aussi l'hypothèse avancée par certains dans les heures qui avaient suivi les propositions de Johnson, est-elle à nouveau reprise ça et là : ne s'agit-il pas d'une manœuvre du gouvernement américain qui n'aurait pas réellement l'intention de négocier ?

(Suite page 2)

TCHECOSLOVAQUIE

Sens et signification de l'avertissement du Kremlin

(Voir page 8)

Après le congrès des jeunesses commmunistes : Où sont les vrais révolutionnaires ?

(Voir page 6)

Après l'assassinat de Martin Luther King

LA BOURGEOISIE AMERICAINE A PEUR

(Voir page 3)

A Washington, les Noirs descendant dans la rue ! (Photo U.P.I.)

VIETNAM :
ON RECHERCHE UN TERRITOIRE NEUTRE

A Camp David, les nouveaux conseillers politiques qui ont succédé auprès de Johnson à ceux qui conduisaient la guerre. (Photo A.F.P.)

(Suite de la première page)

Certes, il semble difficilement concevable que le problème du lieu de rencontre ne soit pas soluble lorsque les adversaires sont vraiment décidés à négocier. Et l'on imagine mal aussi que le gouvernement américain n'ait pas à sa disposition les techniciens capables, que ce soit à Phnom-Penh ou à Varsovie, d'établir les communications nécessaires avec Washington et de les mettre à l'abri des indiscrétions des services étrangers.

Mais ce qui est tout à fait inconcevable aussi c'est qu'il puisse s'agir d'une simple manœuvre et que les dirigeants américains n'aient pas l'intention de prendre langue avec les représentants d'Hanoï et d'essayer de trouver par cette voie une solution au problème vietnamien.

En faisant ces propositions de négociations au moment où il les a faites, le gouvernement américain s'est en effet beaucoup trop engagé pour pouvoir reculer facilement et revenir commodément à sa politique antérieure.

Après l'offensive du Têt, le monde entier savait que la politique américaine au Sud Vietnam avait abouti à un fiasco complet, que l'énorme majorité du peuple sud-vietnamien honnissait les Américains et soutenait le F.N.L. et que, ne serait-ce que pour tenir quelques points seulement du pays, il faudrait augmenter les troupes U.S. et multiplier les massacres et les destructions. L'opinion américaine elle-même en prenait de plus en plus conscience.

Mais, en limitant les raids d'aviation au Nord et en proposant de négocier, le gouvernement américain a reconnu la chose et l'a confirmée. Et ainsi le monde entier, et surtout deux cents millions d'Américains, savent maintenant que ceux qui sont responsables de l'intervention militaire au Sud Vietnam jugent eux-mêmes que leur politique est un échec.

La perspective offerte aux jeunes Américains de risquer leur vie dans les rizières de Cochinchine ou sur les collines de l'Annam n'a certainement jamais souri à beaucoup d'entre eux. Depuis quinze jours elle ne peut que sembler absurde à tous puisqu'ils savent que c'est pour rien.

Le gouvernement américain n'a pas pris le risque de le leur dire sans y être poussé par une raison sérieuse et cette raison ne peut être que sa décision de tenter une autre politique au Vietnam, celle de la négociation avec le gouvernement du Nord Vietnam d'abord, avec le F.N.L. ensuite.

Cela ne signifie pas que les négociations vont s'ouvrir dans l'immédiat, quoique ce soit vraisemblable, encore moins qu'elles vont aboutir rapidement et que la paix est pour demain.

Il a fallu deux ans pour que les négociateurs américains et nord-coréens parviennent à Pan Mun Jom à l'accord qui a mis fin à la guerre de Corée. Et pourtant dès l'ouverture des pourparlers les deux camps savaient que, vue la situation politique et militaire, s'il devait y avoir accord, ce ne pouvait être que sur la base du retour pur et simple à la situation d'avant la guerre. Chose qui rendait la conclusion d'un accord plus facile en Corée mais qui est impensable à l'heure actuelle au Vietnam.

C'est pour cela d'ailleurs que, encore moins qu'en Corée, l'ouverture de négociations au Vietnam n'a de chance d'entraîner un arrêt des combats. Le gouvernement américain semble avoir renoncé à atteindre son but : empêcher le pays de basculer dans le camp soviétique, par les seuls moyens militaires. Il n'a certainement pas renoncé au but lui-même. Et s'il entreprend le grand jeu des négociations diplomatiques, il sait que le résultat de celui-ci dépendra certainement davantage du rapport des forces sur le terrain que de la plus ou moins grande habileté de ses diplomates.

C'est pour cela que l'armée américaine poursuit ses opérations de « nettoyage » autour de Saigon, opérations qui portent des noms d'autant plus ronflants — la dernière en date ne s'intitulait-elle pas « victoire totale » ! — que leur résultat est plus limité. C'est pour cela aussi que cette semaine encore des renforts, une dizaine de milliers d'hommes, ont été acheminés au Sud Vietnam.

Et le bluff lui-même dont continuent à user et à abuser généraux et politiciens américains fait partie du même jeu — qui consiste à affirmer contre toute évidence même si l'on sait que l'adversaire lui-même sait que c'est un bluff.

Ainsi Clark Clifford, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense peut-il prétendre, sans rire, que si la pression des Nord Vietnamiens sur Khé Sanh s'est desserrée c'est que « leur position devenait de plus en plus intenable. Leurs pertes devenaient excessives. Ils n'ont plus eu d'autres possibilités que de se retirer. » Qu'importe que tout le monde sache que c'est évidemment faux et que les troupes de Giap ont obéi là à des considérations politiques. Qu'importe même s'il y a eu un accord secret pour cela (ce qui n'est pas impossible).

Jusqu'au dernier moment, sans doute, le gouvernement américain continuera à parler de victoire militaire ou d'affirmer, comme le fait un rapport publié vendredi dernier à Saigon, que la majorité de la population sud-vietnamienne, 61 % en l'occurrence, échappe à l'emprise du F.N.L.

Bien entendu on ne peut affirmer non plus que les négociations qui vont commencer vont certainement aboutir. Outre le rapport des forces sur le terrain, leur conclusion dépend de nombreux facteurs, des concessions susceptibles d'être faites par Hanoï et le F.N.L., de ce que les Etats-Unis estimeront pouvoir accepter, des événements, de l'évolution de certains problèmes intérieurs aux U.S.A. et d'autres encore.

Mais avant de faire une croix sur cette perspective la bourgeoisie américaine devra au moins persuader le peuple américain qu'elle a fait tout ce qu'il était possible de faire dans cette direction. Et malgré les énormes moyens de propagande dont elle peut disposer ce ne serait pas une preuve si facile à fournir pour elle, maintenant qu'existe l'espoir d'une paix plus ou moins prochaine et qu'a été avouée l'inanité de toute solution militaire.

J. MORAND.

UNE AFFICHE "VOIX OUVRIÈRE"

« Aspirer à la liberté ne suffit pas. De la résistance nous devons passer à l'attaque, de la révolte à la révolution. »

(RAP BROWN, leader du POUVOIR NOIR)

Les Noirs américains, les évènements le prouvent, écoutent et comprennent de plus en plus ce langage.

MARTIN LUTHER KING ASSASSINÉ DONNE, PAR DELA LA MORT, RAISON A RAP BROWN.

Le mouvement noir n'en est qu'à ses débuts. Mais il est aujourd'hui le facteur révolutionnaire le plus décisif des U.S.A.

SI DANS SON DÉVELOPPEMENT ET SON APPROFONDISSEMENT IL DÉBOUCHE SUR DES PERSPECTIVES SOCIALISTES, ALORS LA PLUS GRANDE CITADELLE IMPÉRIALISTE EST BIEN PROCHE DE SA DESTRUCTION, ALORS TOUS LES ESPOIRS SONT PERMIS, NON SEULEMENT POUR LES NOIRS, MAIS POUR TOUTE L'HUMANITÉ.

VIVE LA LUTTE DES NOIRS AMERICAINS !

« VOIX OUVRIERE » vient d'éditer une affiche sur le problème noir aux U.S.A. Nous en reproduisons le texte ci-dessus.

Tous les amis et sympathisants de notre journal qui désirent se procurer de telles affiches afin de la coller dans leur ville ou leur localité peuvent en faire la demande au siège de notre journal.

Les frais s'élèvent, port compris, à 3 F pour 50 affiches.

A servir les puissants on risque le licenciement sans préavis ni indemnité

ALORS que leurs jours de gloire sont apparemment comptés, Thieu et sa clique ne renoncent pas à affirmer leur existence et on les voit, le plus sérieusement du monde, parler de « mobilisation générale » de toute la population sud-vietnamienne ou refuser à haute voix Phnom-Penh comme lieu des négociations. Mais ce ne sont là que manifestations politiques d'un appareil d'Etat que le maître américain s'apprête à rejeter.

Avec la volte-face de Johnson, c'est tous ceux qui avaient joué la « carte américaine » après 1954, au Sud-vietnam qui vont se trouver soudain abandonnés à leur propre sort.

Les arrogants « rangers » qui occupent actuellement leur propre pays, la bouteille de whisky à la main, se verront prochainement, pour la plupart « licenciés », mis au chômage et tels les anciens harkis de l'armée française, chassés de leur pays, obligés d'aller mendier les plus sales besognes que le monde capitaliste offre à ceux qu'il ne protège plus.

On verra tous ces gens qui ont vécu sur la misère et la surexploitation du reste de la population, tous ces gens qui ont permis que les régimes Diem, Thieu et Ky se maintiennent, être obligés de renoncer à leurs privilèges et de faire leurs valises pour aller se faire pendre ailleurs.

Certes quelques uns d'entre eux, dont les plus puissants, s'en tireront. Mais pour la majorité, ce sera l'humiliation, la rancœur, l'exode. Peut-être pas pour tout de suite. Cela dépend du déroulement des événements : pour l'Algérie, cela fut immédiat, et les mêmes qui avaient une situation un peu privilégiée en tant qu'hommes de main du gouvernement français se sont retrouvés confrontés aux situations les plus dures.

Ces derniers jours, l'exode des Hindous bénéficiant du passeport anglais, chassés du Kenya, et refluant sur l'Angleterre donnait une image de gens qui ayant une situation économique confortable au Kenya, commerçants, médecins, etc. débarquaient à l'aéroport de Londres dans une ville hostile où ils se sont trouvés en butte au racisme et donc à la mise à l'écart morale et matérielle de la société anglaise. Ils débarquaient n'ayant pas l'air de très bien comprendre par quelle injustice ils devenaient les victimes des Anglais. Des Anglais qu'ils avaient si bien servis, puisque c'étaient eux qui les avaient fait venir d'Inde au Kenya pour assurer, par leur intermédiaire, la domination coloniale sur les Noirs du Kenya.

Mais la roue de l'histoire tourne et, de nos jours, moins que jamais, ce n'est une simple métaphore. Ceux qui choisissent de soutenir les exploiteurs et les dictateurs font toujours un mauvais calcul.

Certes la vie d'un homme n'est pas longue et celui qui choisit d'être du côté du manche peut penser que cela durera autant que lui. C'est peut être vrai pour un aventurier, pour qui l'espérance de vie est très courte, mais pas pour la majorité des gens qui choisissent le camp du plus fort par lâcheté, en espérant que cela sera plus payant pour eux-mêmes, mais aussi pour toute leur progéniture. Ils préfèrent marcher sur les autres pour que les leurs soient en «bonne place» dans la société quelle que soit sa pourriture.

Mais tous ceux-là qui constituent la base humaine sur laquelle s'appuient les régimes d'exploitations devraient méditer l'histoire des dernières années. Elle ne leur laisse pas beaucoup d'espoir de réussite dans cette voie là.

F. MAIGNAN.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le vendredi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt. **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30.**

ARGENTEUIL. — « Café de Paris » 102, rue Paul-Vaillant-Couturier. **Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché). **Vendredi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

— Café de l'Europe, 125, avenue Jean-Jaurès, Lyon-7e, **le jeudi de 17 à 18 heures.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ORLEANS. — Café - Bar de la Madeleine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). **Tous les mercredis de 18 h à 19 h.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les jeudis de 18 à 19 heures.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudi de 14 h 30 à 15 h 30.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi, 26 avril, de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis,** de 18 h à 19 h 30.

LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE A PEUR

CINCINNATI, Baltimore, Pittsburg, ont pris cette semaine le relais des grandes villes américaines qui, la semaine dernière, après l'assassinat de Martin Luther King, ont été secouées par la gigantesque explosion de colère des Noirs.

Le calme est loin d'être revenu sur le « front racial » des Etats-Unis. Les événements de cette semaine ne cessent d'inquiéter les dirigeants américains qui s'apprêtent à affronter ce qui sera l'été le plus chaud de ces dernières années et, peut-être même, de toute l'histoire des U.S.A.

Les obsèques de Martin Luther King. Cette fois aucun blanc n'est intervenu pour railler, injurier ou menacer : l'Amérique blanche a peur ! (Photo AFP)

Aujourd'hui, les dirigeants de la bourgeoisie américaine s'activent à rassurer les Noirs, à prêcher l'unité de la nation américaine. Johnson et ses compères demandent à la population noire de leur faire confiance pour « briser les chaînes d'une vieille injustice », comme le déclarait le président des Etats-Unis après l'adoption, par la Chambre des Représentants, de la loi interdisant la discrimination dans l'habitat.

Mais la population noire n'a plus « confiance » dans la justice des Blancs, si tant est qu'elle l'ait jamais eu. Aujourd'hui, les parias de la société américaine, les plus déshérités de ses membres, les descendants d'esclaves maintenus eux-mêmes dans les chaînes de la soumission sont prêts à se battre pour conquérir leur dignité d'homme. Et ils le prouvent chaque jour davantage. Leur lutte s'amplifie et menace l'ordre. Les graves incidents qui ont éclaté à Kansas-City les jours derniers sont, pour les possédants américains, le spectre de ce qui les attend demain : la guerilla urbaine généralisée et étendue à toutes les villes des U.S.A. A Kansas-City, les Noirs ont montré qu'ils savaient se battre, et bien se battre : les tireurs noirs embusqués sur les toits ont coordonné leur action avec celle de groupes qui allumaient de monstrueux incendies dans la ville pour tenir en échec les gardes nationaux.

Dans sa peur, la bourgeoisie se hâte de voter quelques lois anti-ségrégationnistes et tente d'étouffer la grande colère des noirs par de belles promesses et des déclarations de bonnes intentions.

Les obsèques de Martin Luther King ont volontairement été placées sous le signe de l'unité d'une nation américaine endeuillée. Les plus hauts personnages de la vie politique américaine ont assisté à ces obsèques où se mêlaient Humphrey, vice-président des U.S.A., la famille Kennedy, Richard Nixon, Nelson Rockefeller, Walter Reuther, président du syndicat des ouvriers de l'automobile, et l'industriel Henri Ford. Pendant les obsèques, la plupart des activités se sont arrêtées dans l'ensemble des Etats-Unis. C'est ainsi que les bourses de Chicago et de New York ont fermé leurs portes, les dockers arrêté le travail et de nombreux magasins baissé leurs stores.

Et au moment même où Atlanta faisait des obsèques grandioses au militant noir assassiné, la Commission de Procédure de la Chambre des Représentants qui, depuis de nombreuses semaines, bloquait le texte interdisant la ségrégation dans le logement, acceptait de transmettre le projet de loi à la Chambre des représentants. Cette dernière adoptait dès le lendemain la loi interdisant la discrimination dans l'habitat. L'émeute noire avait réussi : faire adopter en 4 heures un texte qui, depuis des mois, faisait la navette entre le Sénat, la Commission de procédure et la Chambre des représentants.

Mais le « mal racial » dont souffrent les Etats-Unis n'est pas de nature à être guéri par un texte législatif, aussi équitable soit-il. Le racisme, cancer qui tue la société américaine, a d'autres causes, bien plus profondes. Les textes législatifs ne pourront pas plus abolir la discrimination dans le logement, qu'ils n'ont été capables de la faire disparaître dans l'enseignement, dans la vie quotidienne, où la misère, le chômage frappent avant tout les Noirs.

C'est que le racisme prend racine dans l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette exploitation, dont les Noirs sont les victimes les plus touchées, ne saurait disparaître par la mise en place d'un arsenal juridique bien approprié. L'Etat américain qui défend la société de classes avec ses flics, ses gardes nationaux, ses tribunaux, est le terrain premier où le racisme se développe. Cet appareil d'Etat, bastion de toute la racaille réactionnaire des Etats-Unis, ne fera rien pour appliquer les mesures intégrationnistes qui émanent du Congrès.

Et il semble bien d'ailleurs que personne ne se fasse beaucoup d'illusions. Commentant la nouvelle loi sur le logement, le successeur de Luther King a déclaré : « Il s'agit d'un premier pas, et non d'une solution ». Plus radical, le Congrès pour l'égalité raciale (C.O.R.E.) a qualifié le texte de « fumisterie dirigée contre les Noirs ».

Ce qui est plus significatif est que la nouvelle loi elle-même prévoit un certain nombre de mesures répressives contre « les émeutiers ». Ainsi, d'après le nouveau texte, toute action visant à inciter à l'émeute (discours, articles de presse...) peut valoir à son auteur cinq ans d'emprisonnement et 10.000 dollars d'amende. Même chose pour ceux qui auront appris à autrui à utiliser des armes en vue d'une émeute ou qui se seront opposés à l'action des policiers ou des pompiers durant une émeute.

La Chambre des représentants vient donc de réussir à renforcer les textes répressifs contre les Noirs sous couvert d'une lutte contre la discrimination !

C'est que les représentants politiques des bourgeois américains ont bien conscience que l'unique recours contre les « émeutes raciales » reste la force armée. La bourgeoisie a peur de la lutte qui approche, elle essaye de calmer les Noirs, de leur faire des promesses, mais elle se prépare à une répression forcenée.

Elle sait que les beaux discours, les paroles mielleuses sont de moins en moins entendues d'une population noire qui n'en peut plus d'attendre et de se résigner. Dans la lutte pour leur dignité, les Noirs américains vont se heurter à l'appareil d'Etat américain. Puissent-ils trouver, à leurs côtés, des centaines de milliers de Blancs qui, comprenant que le masque de la guerre raciale cache la guerre des classes, les aident à en finir avec cette société qui ne sait secréter que racisme, misère et guerres.

F. Delain.

Aux obsèques de Marton Luther King, Humphrey, vice-Président des Etats-Unis, passe sur ses préjugés pour réconforter la veuve du pasteur assassiné ! (Photo A.F.P.)

GUERRE CIVILE AUX ÉTATS-UNIS

Un Noir de trop a été assassiné aux U.S.A. Avec Martin Luther King on a définitivement tué les dernières hésitations que pouvaient avoir les Noirs à utiliser le seul langage que l'Amérique sait entendre : la violence.

Aujourd'hui, l'Amérique brûle et a peur : le désespoir des Noirs ravage le pays d'une extrémité à l'autre.

Ils en ont assez d'être ceux que l'on brime, que l'on injurie, que l'on torture, que l'on assassine impunément. Ils en ont assez d'être les derniers embauchés, et les premiers licenciés. Ils en ont assez d'être parqués dans des ghettos où des vautours leur louent des taudis plus cher que des logements convenables dans des quartiers « blancs ». Ils en ont assez de fournir le gros des fantassins au Viet-Nam et la majorité des tués. Ils en ont assez d'être les parias de la société la plus riche et la plus puissante du globe.

Ils en ont assez et l'expriment comme ils le peuvent : leur violence n'est pas gratuite : elle est celle du désespoir.

L'assassin de Luther King a peu de chance d'être retrouvé dans un pays où l'on ne peut même pas savoir qui est le véritable assassin de Kennedy. Et les assassins de tous les Noirs qui sont morts sous les balles de la police depuis trois jours, les condamnera-t-on ?

En fait l'assassinat de Luther King ne change rien, il accélère seulement la prise de conscience des Noirs américains : la résignation ne sert qu'à obtenir de l'eau bénite d'abord, de la mitraille ensuite. La seule loi valable est celle du plus fort et le dernier recours c'est le fer. Les Viet-Namiens, les Algériens avaient tous les droits de leur côté, il leur a fallu des années de guerre pour le faire admettre. Mais la guerre leur a apporté ce que la résignation n'aurait pu leur donner.

Bien sûr la violence des Noirs va susciter peut-être une contre-violence des Blancs. Les organisations fascistes américaines vont peut-être trouver dans la racaille raciste des troupes de plus en plus nombreuses. C'est possible, mais de toutes façons c'est inévitable. La société américaine qui depuis des années n'a pas à craindre sa classe ouvrière se voit menacée aujourd'hui par la révolte de la couche la plus pauvre du prolétariat que le racisme colore en noir.

Cette révolte va diviser la société en deux pôles antagonistes et également extrémistes. C'est le propre de toute société en crise. Les Noirs auront à se battre durement pour vaincre. Peut-être ne pourront-ils même pas vaincre. Mais de toutes façons, ils se battront, car c'est le désespoir qui les meut.

Mais si le prolétariat américain reste impassible devant ce combat, s'il laisse la plèbe fasciste vaincre et massacrer les Noirs, malheur à lui, malheur à nous !

Un fascisme américain serait à l'échelle du pays, de sa puissance, de son étendue, de sa sauvagerie. Les Noirs en seraient les premières victimes et les ouvriers les principales.

Le fascisme allemand a été une catastrophe sans nom pour toute l'Europe. Le fascisme aux U.S.A. ferait entrer, peut-être définitivement, le monde entier dans la nuit et le brouillard.

Regardons ces villes américaines qui brûlent, regardons-les et souvenons-nous de leurs noms. Elles peuvent être pour l'avenir des noms de défaites ou des noms de victoires.

Regardons, puisque nous ne pouvons faire autre chose. Regardons et souhaitons de tout cœur la victoire des humbles et des opprimés de là-bas. Regardons et souhaitons que les travailleurs américains, nos frères, comprennent qu'ils doivent intervenir aux côtés des Noirs, que leur avenir et celui de l'humanité en dépendent.

(Editorial des bulletins d'entreprises)

Bon sens . . . des affaires

LE P.C.F. se veut réaliste ! C'est-à-dire qu'il essaie de convaincre la bourgeoisie qu'il serait un loyal gérant du capitalisme, comme le fut Blum en 1936 et comme il l'a déjà prouvé lui-même de 1945 à 1947.

Aussi, sous la plume de J. Kahn dans L'Humanité *du 12 avril 68, on peut lire, à propos d'un article du* Monde *concernant un accord de « préconisation » (ou publicité réciproque) signé entre la Régie Renault nationalisée, et le groupe pétrolier ELF entièrement à capitaux d'Etat :*

« Que pour acquérir la « taille internationale » rien ne vaut la nationalisation. Que l'extension du secteur nationalisé à certaines branches décisives serait le meilleur moyen (et le seul démocratique) (sic !) d'assurer à notre économie une place respectée (resic) dans les relations internationales. »

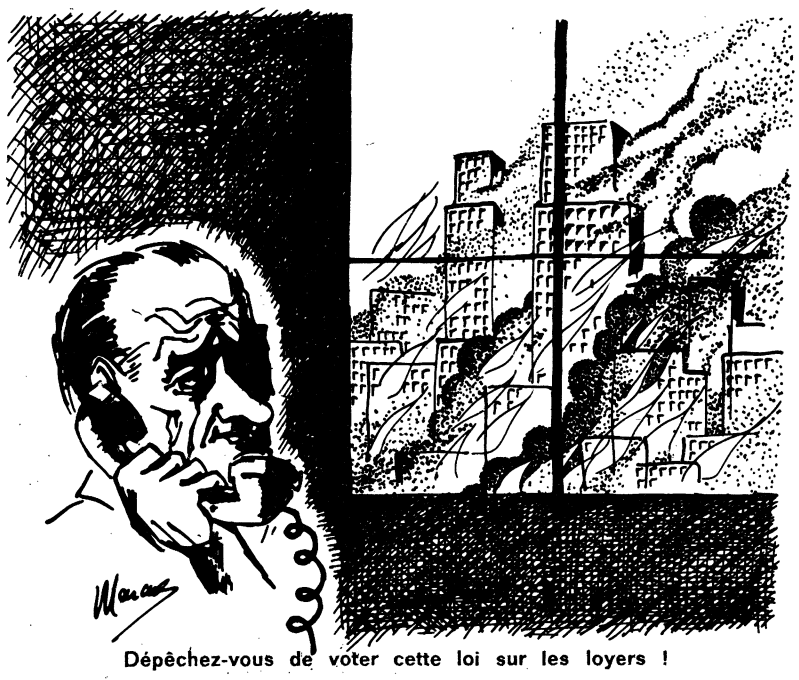
Et le journaliste de L'Humanité *de conclure :*

« Conforme aux aspirations des travailleurs, notre programme s'inspire, on le voit, du bon sens. »

Le P.C.F. parviendra peut-être, en se transformant en « jeune patron dynamique », à convaincre la bourgeoisie de ses excellentes intentions à son égard, mais nous sommes moins sûrs que les travailleurs accepteront aussi facilement de reconnaître les vertus de l'exploitation « nationalisée ».

N.B. — Ce même 12 avril *L'Humanité* annonçait qu'à la Régie Renault de Billancourt, les travailleurs de six départements en étaient à leur quatorzième débrayage depuis le début de la semaine.

De là à penser que les travailleurs manquent de bon sens...



Dépêchez-vous de voter cette loi sur les loyers !

Qui a tiré sur Rudi Dutschke ?

LA riposte des étudiants révolutionnaires allemands à la tentative d'assassinat commise jeudi dernier contre Rudi Dutschke a été immédiate. Toute la fin de la semaine a été marquée par des manifestations importantes qui ont pris pour cible le bourgmestre de Berlin-Ouest Schuetz, et surtout le groupe de presse Springer que le S.D.S. accuse d'être moralement responsable de l'attentat.

Dès que l'identité de l'agresseur a été connue, la presse de droite a essayé de le présenter comme un simple déséquilibré. Et le « Figaro » de samedi écrivait par exemple : « Il semble qu'il s'agisse d'un asocial caractérisé, déséquilibré, qui, pour des raisons peu claires, hait les communistes. » Et il poursuivait même : « Il n'est pas exclu, estime la police, qu'en tirant sur Dutschke à coups de revolver, il ait agi sous l'empire de la drogue ».

En cherchant à tout prix à faire passer l'agresseur pour un désaxé — il l'est peut-être, mais là n'est pas le problème — la presse de droite cherche à atteindre un but bien précis : convaincre une partie du public que les manifestations étudiantes n'ont aucune raison d'être puisqu'il ne s'agit pas d'un attentat politique, mais de l'œuvre d'un asocial, et qu'« un certain nombre d'étudiants extrémistes militants cherchent à exploiter la tentative d'assassinat sur Dutschke à leur profit », ainsi que l'a déclaré le chancelier Kiesinger.

Mais que Josef Bachmann, cet admirateur d'Hitler, qui a tiré sur Dutschke ait agi isolément, ou que l'attentat soit l'œuvre d'une organisation d'extrême-droite, qu'il soit parfaitement équilibré, un peu désaxé ou complètement fou, la réaction des étudiants révolutionnaires allemands a été juste et saine.

Elle l'a été évidemment si Dutschke a été victime d'un attentat organisé, que celui-ci soit, ou non, camouflé et présenté comme l'œuvre d'un illuminé.

Et cette dernière hypothèse n'est pas impossible non plus. Souvenons-nous de l'attentat contre Kennedy que tout l'appareil d'Etat américain, et sa commission Warren, essaya de faire passer comme l'acte du seul Oswald.

Mais la réaction des étudiants allemands est également juste si Bachmann est bien le désaxé que l'on nous présente.

Car enfin, ce desaxé n'aurait pas tiré sur le premier passant venu, passant qui par un malheureux hasard se nommait Rudi Dutschke. Il a déclaré à la police qu'il « détestait Dutschke parce que c'était un communiste .» Et il faut vraiment toute la mauvaise foi du journaliste du Figaro pour parler des « raisons peu claires » qui le poussaient à haïr les communistes.

Joseph BACHMANN (photo U.P.I.)

Dans la société bourgeoise en général, et dans l'Allemagne de M. Kiesinger en particulier, la haine de tout ce qui est révolutionnaire est un sentiment que l'on essaye d'ancrer dans le maximum de cerveaux. Bien sûr, la haine que manifestent la plupart des petits bourgeois réactionnaires est généralement platonique (encore que, d'après le journaliste de « France-Soir », il régnait à Berlin une véritable atmosphère de pogrom contre les étudiants du S.D.S., et que certains se virent apostropher publiquement : « Attention, l'étudiant, le jour n'est pas loin où on te fourrera dans la chambre à gaz ! »). Mais quand il s'agit d'un individu au cerveau un peu fêlé, qui a des prédispositions pour se croire l'envoyé de la justice divine, cette haine peut se manifester d'une manière bien plus active.

La folie, ou le déséquilibre, est peut-être une excuse pour le meurtrier — encore que cette expression n'ait pas grand sens — mais absolument pas pour la société qui lui a donné naissance, qui l'a formé.

Et cela n'est d'ailleurs pas seulement vrai des attentats politiques. C'est vrai aussi pour tout crime commis par un déséquilibré. La folie n'a pas toujours des raisons sociales, mais la manière dont elle se manifeste si : celle-ci répond aux habitudes de pensée, aux préjugés de la société.

Et la réaction n'hésite pas, parfois, qui plus est, à faire appel à tous les déséquilibrés que renferme la société pour exécuter ses forfaits. On lira par ailleurs des extraits de la presse française de 1914 qui montrent à quel point l'assassinat de Jaurès était souhaité par la presse de droite, et comment elle parvint à ses fins. Ce n'est pas par hasard, en tout cas, que les étudiants révolutionnaires allemands s'en sont pris au groupe de presse Springer, qui à plusieurs reprises mena de violentes campagnes contre Rudi Dutschke. C'est parce que les étudiants du S.D.S. considèrent à cause de cela Springer comme le responsable moral de l'attentat.

Mais de toute façon, quelles que soient les raisons qui ont poussé Bachmann à commettre son geste, le résultat sera le même. La radicalisation de la jeunesse étudiante allemande ne sera pas arrêtée pour autant. Bien au contraire. Les manifestations qui se déroulent depuis jeudi soir prouvent que les jeunes du S.D.S. ont trouvé là de nouvelles raisons de se battre, et qu'ils ont accru considérablement leur audience. Bien plus nombreux sont auourd'hui ceux qui se reconnaissent en Rudi Dutschke. Et cela est normal.

Le terrorisme individuel ne peut rien changer au rapport de force qui existe entre des couches sociales données. Ou du moins il ne peut jouer que dans le sens de l'évolution spontanée de ce rapport de force. La terreur dirigée contre les cadres et les militants d'une classe déjà vaincue peut accélérer et approfondir cette défaite. Mais la terreur dirigée contre des forces montantes ne peut que les tremper, leur amener de nouveaux dévouements et de nouvelles énergies.

Et l'atmosphère de crise, de panique même, qui règne depuis quelques jours en Allemagne est à cet égard parfaitement significative. Les balles qui ont frappé Rudi Dutschke sur le Kurfuerstendamm ont blessé aussi le gouvernement allemand.

Christian JUNG.

PARALLÈLE

ON n'a pas manqué de dresser un parallèle entre l'attentat contre Rudi Dutschke et le meurtre de Martin Luther King, et cela d'autant plus que Bachmann a déclaré : « L'assassinat de Martin Luther King m'a servi de modèle ».

Si l'agresseur de Dutschke est connu, le meurtrier du pasteur noir court toujours. Mais, dans ce cas comme dans l'autre, on se pose les mêmes questions : l'assassin a-t-il agi seul, ou le crime fut-il organisé ? Est-ce l'œuvre d'un désaxé ?

Mais ce que nous disons par ailleurs de l'attentat contre le leader du S.D.S. s'applique aussi à l'assassin de Martin Luther King. Déséquilibré ou pas, le problème est le même. Quand un raciste tue un noir, ce n'est pas parce qu'il est déséquilibré, même s'il l'est, c'est d'abord et avant tout parce que c'est un raciste. Et d'ailleurs, quand on est raciste, dans le Sud des Etats-Unis, il n'est même pas besoin d'être autrement déséquilibré pour tuer un noir sans raison.

Etablissant lui aussi un parallèle entre ces deux attentats, le présentateur d'Europe n° 1 se demandait, vendredi matin, si nous vivions dans un monde où tous ceux qui remettent la société en question sont menacés d'assassinat.

A cette question pertinente, l'histoire répond « oui ».

RUDI DUTSCHKE

RUDI Dutschke, appelé Mao Dutschke, Rudi le Rouge par la presse réactionnaire berlinoise, a été victime d'une attentat. Même les journaux qui se disent « objectifs » en France, ne veulent voir en lui qu'un « croquemitaine romantique », un agitateur sans grande pensée ni envergure politique en qui s'incarnait une jeunesse en mal d'action.

Rudi DUTSCHKE (photo A.F.P.)

Rudi Dutschke est un des principaux responsables de la ligue des Etudiants Socialistes Allemands (S.D.S.). Il semble avoir été influencé par Mandel (dirigeant belge de la IVe Internationale). D'ailleurs si le S.D.S. a quelques rapports avec une organisation française, c'est certainement par le recrutement et l'action avec la Jeunesse Communiste Révolutionnaire.

Son objectif du moment était de provoquer une radicalisation des masses en combinant les actions d'éclat aux mouvements de masses. C'est dans cette perspective que le S.D.S. a organisé le 2 juin 1967 une manifestation contre le Shah d'Iran au cours de laquelle un jeune étudiant fut froidement abattu par les forces de l'ordre.

C'est à partir de ce moment aussi, qu'on a assisté en Allemagne à une certaine prise de conscience de la jeunesse et que les effectifs du S.D.S. ont commencé à gonfler.

Mais c'est surtout à partir de la manifestation internationale de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, regroupant à Berlin 30 000 jeunes de divers pays, que le S.D.S. et Rudi Dutschke se sont fait connaître à la population.

C'est Rudi Dutschke qui, au meeting clôturant la manifestation conclut par ces paroles que nous avions rappelées dans notre article : « Aujourd'hui, pour la première fois depuis bien longtemps, des centaines de drapeaux rouges ont pavoisé dans Berlin. J'espère que bientôt le drapeau rouge flottera sur Berlin ».

Le matin même de la manifestation, il avait rendu visite à la délégation française principalement composée de J.C.R.

Le ton ferme, déterminé, sûr de lui, il était venu leur exposer les objectifs de son mouvement. A la fin du discours, eut lieu un fait qui le caractérise beaucoup mieux qu'aucun des qualificatifs qu'on lui attribue à travers toute la presse. Une femme de ménage qui travaillait à l'Auberge de la Jeunesse où se déroulait l'entretien, se précipita sur lui dès la fin du discours, et lui réclama un autographe. Rudi Dutschke lui expliqua d'abord qu'il n'était pas une personnalité et qu'il n'avait pas l'habitude de ce genre de choses, mais comme la femme de ménage insistait et ne voulait pas le laisser partir ainsi, il lui écrivit une quinzaine de lignes sur la condition des femmes de ménage à Berlin, qu'il signa.

Rudi Dutschke a 28 ans. C'est en deux ans qu'il est devenu l'orateur, l'agitateur de talent qu'il est aujourd'hui. Il est le symbole d'une jeunesse révolutionnaire qui lutte de par le monde, en dehors des organisations traditionnelles, réformistes ou staliniennes, pour transformer la société. Et c'est ce renouveau de la jeunesse révolutionnaire qu'on visait en lui tirant dessus.

J. RIVIERE.

A Paris manifestation de solidarité

APRES la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, des manifestations de solidarité ont eu lieu dans plusieurs grandes villes d'Europe (Rome, Milan, Oslo, Belgrade, Vienne...). A Paris, à l'appel du Comité Vietnam National, de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, des Etudiants Socialistes Unifiés, de l'U.N.E.F. de Nanterre et des étudiants S.D.S. de Paris, quelques centaines de manifestants se sont regroupés le samedi 13 avril à 18 heures devant l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest aux cris de « Springer assassin », « S.D.S. vaincra », en arborant drapeaux rouges et banderolles.

Les forces de police, qui gardaient l'ambassade, ne sont pas intervenues, mais les C.R.S. étaient quand même présents, casqués et mousqueton au poing.

Après s'être dispersés sans incidents, les manifestants tentèrent de se regrouper boulevard Saint-Michel, mais là aussi la police attendait, en force. Un affrontement violent eut lieu à l'angle du boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain, et au total une vingtaine d'arrestations furent opérées.

A Berlin, camionnettes incendiées devant l'immeuble du trust Springer

(photo U.P.I.)

QU'EST-CE QUE LE S.D.S. ?

Union des Etudiants Socialistes Allemands

APRES la manifestation internationale de Berlin Ouest qui a réuni le 18 février 1968 (Voix Ouvrière n° 14 du 28-2-68) environ 30 000 manifestants, l'attentat criminel d'un fasciste contre Rudi Dutschke a attiré l'attention sur l'Union des Etudiants Socialistes Allemands : le S.D.S.

Une vue de la manifestation du 18 février 1968 à Berlin. (Photo V.O.)

Le S.D.S. n'est pas une organisation révolutionnaire créée dans un but précis pour pallier la carence ou la faillite des partis « communistes » ou « socialistes ». C'est le résultat de l'expulsion du Parti Social Démocrate Allemand, le S.P.D. de son organisation étudiante restée trop à gauche. Cela se fit en 1960, au moment où après le congrès de Bade Godesberg en 1959, le S.P.D. renonçait à toutes références socialistes ou ouvrières dans son programme.

Contrairement à l'attente de la direction du S.P.D., le S.D.S. ne s'est pas effondré mais a continué à capter l'attention de tous les étudiants de gauche et même à devenir le point de mire de la gauche en Allemagne Fédérale. Il apparait en effet, à l'exception du parti communiste, illégal, minuscule et surtout discrédité par sa servilité devant l'Allemagne de l'Est, comme la seule organisation politique se réclamant du socialisme.

Il est également apparu comme le plus actif, organisant de 1960 à 1964 des luttes et des campagnes contre le réarmement. Mais surtout son audience s'est développée avec la guerre du Vietnam, la menace des lois d'urgence en Allemagne et le mécontentement universitaire.

De 1965 à 1968 il a vu se multiplier le nombre de ses adhérents et surtout croître énormément son audience en milieu universitaire. Ceci s'est concrétisé par de nombreuses manifestations dans toutes les villes universitaires en particulier à Berlin (où l'année dernière au cours de la visite du Shah, un étudiant a été assassiné par un policier) et son action a culminé lors de la manifestation du 18 février à Berlin où 30 000 jeunes ont défilé, drapeaux rouges en tête dans ce qui est devenu depuis 20 ans la citadelle de l'anti-communisme.

Mais si le S.D.S. est à l'heure actuelle la plus forte ou en tout cas la plus militante des organisations socialistes allemandes il garde de façon très nette ses défauts originels. Né dans le parti social démocrate, rejeté par celui-ci, le S.D.S. n'est pas le résultat d'une réflexion et d'une lutte de militants ayant un programme. Et l'on voit en son sein se refléter toutes les nuances de l'opinion de gauche depuis le stalinisme (étudiants du P.C. Allemand) en perte de vitesse jusqu'à l'anarchisme en passant par toutes les variantes du socialisme de gauche et des séductions de type maoïstes ou castristes.

Surtout, comme il s'agit d'une organisation exclusivement étudiante, coupée de la classe ouvrière, un grand nombre de ses militants ont tendance à justifier leur isolement de fait en reportant leurs espoirs sur « la Révolution coloniale », ou bien ils cherchent chez les sociologues à la mode comme H. Marcuse, la justification d'une action purement étudiante, faisant appel aux éléments inassimilables de la société et non à la classe ouvrière.

Enfin, ses origines et son milieu, typiquement petit-bourgeois, donnent au S.D.S. l'aspect d'une organisation peu disciplinée, peu cohérente où l'allure « révolte individuelle » se substitue souvent au militantisme politique.

A l'heure actuelle, il est la cible numéro un de l'anti-communisme et de la presse bourgeoise dont le trust Springer organise des attaques où se mêlent la grossièreté, la calomnie et l'appel à la répression. C'est également dans le S.D.S. que sont ceux des étudiants allemands qui veulent sincèrement se battre pour une autre société et qui cherchent leur voie. C'est grâce à lui en grande partie, sinon exclusivement, que l'on voit des idées socialistes vivre en Allemagne. Libre à l'Humanité, dans son reportage sur les étudiants d'il y a 2 mois, d'ironiser sur la confusion idéologique du S.D.S. Ce n'est pas vers les staliniens discrédités que se tourne la jeunesse allemande de gauche. Aussi peut-on espérer que le S.D.S., ou au moins une partie importante de ses militants, surmonteront leurs défauts et entreprendront un travail sérieux en direction de la classe ouvrière allemande.

Alors, la bourgeoisie qui s'inquiète déjà et qui lance ses appels au meurtre, aura la vie bien plus difficile.

H. GRAFF.

Comment la droite française assassina Jaurès

L'ASSASSINAT de Jean Jaurès, fut un bel exemple de ce type de crime lâche entre tous, où une presse réactionnaire cherche, par des calomnies et des appels au meurtre répétés, à armer la main d'un excité.

Jaurès, que ses amis appelaient « l'homme de la paix », était naturellement considéré par la presse de droite comme un agent appointé du kaiser.

En ce mois de juillet 1914 où l'Europe vivait le prélude de la première guerre mondiale, la violence des journalistes réactionnaires contre celui qu'ils appelaient « Herr Jaurès » ne connaissait plus de bornes.

L'un d'eux écrivait dans « Paris-Midi » : « A la veille de la guerre, le général qui commanderait à quatre hommes et à un caporal de coller au mur le citoyen Jaurès et de lui mettre à bout portant le plomb qui lui manque dans la cervelle, pensez-vous que ce général n'aurait pas fait son plus élémentaire devoir ? Si, et je l'y aiderais... »

Un autre reprenait la même idée en ces termes : « S'il y a un chef en France, M. Jaurès sera collé au mur en même temps que les affiches de mobilisation ».

Et le leader de « l'Action Française » Léon Daudet écrivait, lui :

« Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblement. Son article est capable de suggérer à quelque énergumène le désir de résoudre, par la méthode expérimentale, la question de savoir si rien ne sera changé à l'ordre invincible, dans le cas où le sort de M. Calmette (1) serait subi par M. Jaurès ».

Léon Daudet allait trouver son « énergumène ». Le 31 juillet 1914, vers 21 h 30, alors que les rédacteurs de « l'Humanité » achevaient de diner au café du Croissant, un certain Raoul Villain, un illuminé du nationalisme dont la police prétendit toujours qu'il avait agi seul, abattait Jaurès de deux coups de revolver.

Le Président du Conseil Viviani proclamait par voie d'affiche « l'assasin est arrêté. Il sera châtié. »

Ce qui n'empêchait pas, au lendemain de la guerre, la justice bourgeoise d'acquitter Villain purement et simplement.

Il est vrai que pour une fois, le prolétariat sut faire justice lui-même, bien qu'avec retard. Villain qui avait préféré se réfugier aux Baléares y fut surpris par la guerre civile espagnole et alors subit le sort qu'il méritait.

C.J.

(1) Calmette, directeur du Figaro, fut abattu le 16 mars 1914 par la femme du président du Conseil du moment : Caillaux. « Le Figaro » avait engagé une campagne de presse violente contre Caillaux, l'homme de l'entente avec l'Allemagne, en publiant entre autre, des photocopies de la correspondance politico-privée qu'il avait adressée à sa femme alors qu'elle n'était encore que sa maîtresse. Ce fut la raison officielle du geste de Mme Caillaux.

Communiqué du comité pour la libération de Ben Jennet

DANS le N° 20 de Voix Ouvrière nous avons signalé la « répression contre la gauche tunisienne ». On trouvera ci-après un communiqué du « Comité pour la libération de Ben Jennet » dénonçant les conditions de détention des détenus.

En outre il apparait que l'insistance mise par la presse tunisienne à présenter Naccache tunisien d'origine israélite comme un des instigateurs des mouvements de mars dernier semble prouver que les autorités sont bien décidés à tenter de faire jouer le réflexe anti-juif d'une partie de la population.

Déjà fortement compromis par les manifestations anti-juives du Destour de juin 1967, la réputation « anti-raciste » de Bourguiba semble s'évanouir de plus en plus au fil des événements.

Signalons qu'une quarantaine de nouvelles arrestations ont été opérées à Tunis.

COMMUNIQUE

Le comité pour la libération de Ben Jennet tient à informer l'opinion internationale démocratique de l'aggravation des conditions de détention des étudiants et démocrates tunisiens. En effet les démocrates et étudiants tunisiens continuent d'être détenus dans les locaux de la police où ils sont l'objet de sévices graves et de tortures depuis trois semaines. La police tunisienne semble particulièrement s'acharner sur le militant anti-impérialiste G. Naccache et à ce sujet nous alertons l'opinion publique sur la gravité de son état. Par ailleurs jusqu'à ce jour les détenus n'ont pu recevoir la visite de leurs familles ou de leurs avocats en dépit des droits élémentaires de la défense garantis par la constitution tunisienne.

D'autre part le Comité attire l'attention sur le fait que la répression qui s'est abattue sur les étudiants et démocrates tunisiens a visé par là-même la dissolution du « Comité tunisien de soutien à l'héroïque peuple vietnamien ». En effet MM. Mohamed Charfi, Abdelhamid Ben Mustapha et Hafidh Sethom qui sont respectivement secrétaire général, secrétaire général adjoint et trésorier adjoint de ce Comité sont détenus avec les autres démocrates et étudiants tunisiens.

LUTTE DE CLASSE

N° 14 - Mois d'avril 1968

Au sommaire :

— LE VIETNAM :
UN MAUVAIS TERRAIN POUR LA GUERILLA DE L'EXTREME-GAUCHE CONTRE LE P.C.F.

— DU « VIETMINH » AU « VIETCONG »

Elections belges : faillite de la gauche socialiste

LES dernières élections belges ont vu les deux grands partis bourgeois au pouvoir, sociaux-chrétiens et libéraux, perdre une partie de leurs voix (environ 140 000 pour les premiers et 40 000 pour les seconds). Ce résultat était attendu, le phénomène classique de l'« usure » du pouvoir s'ajoutant à la crise linguistique.

Mais il est plus remarquable de noter que le Parti Socialiste Belge, qui faisait depuis trois ans une cure d'opposition n'a nullement profité de ces voix et lui aussi perd 16 000 voix. Par rapport au nombre total de voix obtenues (1 450 000) le pourcentage des pertes du P.S.B. est minime mais c'est la première fois que les socialistes, dans l'opposition, enregistrent un tel résultat.

LES PERTES EN WALLONIE ET A BRUXELLES...

Si on analyse le scrutin par région, c'est-à-dire respectivement en Wallonie, à Bruxelles et en Flandres, on s'aperçoit que dans les régions francophones les pertes du P.S.B. sont assez sévères (23 000 en Wallonie, 4 000 à Bruxelles où il ne garde que la moitié des électeurs de 1961) alors qu'au contraire il gagnait plus de 40 000 voix flamandes.

Le même phénomène est d'ailleurs enregistré, mais d'une façon amplifiée, par les autres organisations de gauche minoritaire (communistes et gauche socialiste). Pour prendre un exemple, dans la province de Liège, les partis « ouvriers » totalisaient en 1965 50,3 % des voix, alors qu'aujourd'hui ils n'arrivent plus qu'à 43,15 %.

Dans l'arrondissement de Namur le P.S.B. perd 2 500 voix, les partis communistes (pro-russes et pro-chinois) 9 500 à Charleroi et 1 200 à Seraing.

Quant aux socialistes de gauche ils s'effondrent partout (0,30 % des voix à l'échelle nationale soit 9 000 voix).

...AUX PROFITS DES NATIONALISTES

La plupart des voix perdues par les socialistes et les communistes ont été récupérées par des mouvements nationalistes francophones le « Rassemblement Wallon » et le « Front des francophones » à Bruxelles.

Dans la province de Liège 70 % des voix recueillies par cette formation nationaliste proviennent de l'électorat ouvrier.

Sur les 9 à 10 000 voix que gagne cette organisation à Namur, au moins la moitié provient de l'électorat socialiste et communiste. Gain également de voix ouvrières dans l'arrondissement de Charleroi où le R.W. soutire environ 10 000 électeurs aux communistes. Dans le seul canton de Seraing, 900 des 1 300 voix perdues par le P.C. se sont portées sur les listes du R.W.

Cette organisation a donc très largement débauché une partie de l'électorat ouvrier, et en particulier celui qui votait « gauche socialiste » (P.W.T.) et communiste. Et c'est certainement là un des signes les plus inquiétants de ces élections.

Car en 1965 les voix qui s'étaient portées sur les listes communistes et socialistes de gauche voulaient une contestation sur la gauche du P.S.B.

Un certain nombre d'électeurs socialistes manifestaient ainsi leur mécontentement en votant plus à gauche.

Mais loin d'offrir à ces électeurs des perspectives révolutionnaires les organisations staliniennes et sociaux-démocrates de gauche les ont conduits dans la voie sans issue du nationalisme Wallon, répétant ainsi leur tactique qui aboutit à la trahison de la grève générale de 1960. Mais sur ce terrain ils se sont trouvés battus par les nationalistes wallons eux-mêmes, dont certains d'ailleurs avaient fait un bout de chemin avec eux. De ce fait l'électorat ouvrier de gauche n'a finalement pas vu de différences fondamentales entre « socialistes de gauche » et « nationalistes wallons ».

A ce propos Ernest Mandel rédacteur en chef de « la gauche » écrit : « Les masses ont choisi ceux qui allaient plus loin dans le langage radical wallon. Du même fait elles se sont écartées de nouveau du mouvement ouvrier et l'ont affaibli... »

Et plus loin :

« Tout cela étant dit, il reste le fait capital que des milieux qui sympathisent manifestement avec nous, et qui agissent au coude à coude avec la C.S.T., tant sur le plan syndical que sur le plan de l'action pour la défense de la révolution vietnamienne, ont voté F.D.F. à Bruxelles et Rassemblement Wallon en Wallonie. Cela signifie une chose : qu'au cours de ces élections-ci, des réflexes « linguistiques » ou « nationaux » ont troublé la conscience de classe et les réactions de classe d'une partie de l'avant-garde des travailleurs ».

En fait s'il ne faut pas exagérer l'affaiblissement du mouvement ouvrier à la suite de ces élections, le recul des organisations de gauche est significatif. La Belgique est en butte à de nombreux problèmes sociaux et politiques, et c'est de plus en plus dans la voie nationaliste que différentes couches de la population trouvent un exutoire à leur mécontentement. Ce n'est peut-être pas encore très grave pour l'heure, mais il peut l'être demain. Et la responsabilité de la gauche, y compris du P.W.T. est très grande dans cette évolution dont elle commence à être la victime elle-même.

L. STERN.

APRES LE CONGRES DU MOUVEMENT DES JEUNESSES COMMUNISTES

OÙ SONT LES VRAIS REVOLUTIONNAIRES ?

« NOUS voulons que cela change. Nous ne sommes pas pas les seuls : des millions de Français le veulent aussi... Oui, jeunes et étudiants, nous pouvons être une grande force révolutionnaire. Nous pouvons être aux premières lignes de la grande bataille contre le gaullisme, le capitalisme, pour la démocratie, pour le socialisme. »

Ces deux phrases extraites de l'Appel lancé aux jeunes et étudiants de France par le congrès du Mouvement de la Jeunesse Communiste qui vient de se dérouler à Ivry, ont une résonnance toute nouvelle pour ceux qui ont connu les Jeunesses Communistes à une période encore toute récente, où l'on ne s'aventurait pas à réclamer davantage qu'une « démocratie véritable ou rénovée », et où le mot révolutionnaire faisait presque figure de provocation.

Cette nouvelle attitude des staliniens envers les jeunes s'inscrit en fait dans la lutte que le P.C.F. a entamé ces derniers temps contre le « gauchisme ». L'essentiel du congrès a d'ailleurs porté sur la lutte contre le gauchisme. « La grande bourgeoisie et les politiciens à son service, en particulier les gaullistes, font assaut de démagogie et recourent volontiers à la flatterie à l'égard de la jeunesse, afin de la détourner de la lutte pour ses intérêts et de la soumettre à l'esclavage capitaliste. Dans le même but, la grande bourgeoisie capitaliste et les pires ennemis de la classe ouvrière utilisent sans vergogne les groupuscules trotskystes et maoistes dont le rôle est de calomnier le Parti Communiste et de tromper en répandant la phraséologie ultra-gauchiste ». Ainsi s'exprimait Waldeck-Rochet à ce Congrès, pour mettre en garde les « vrais » révolutionnaires — entendez ceux qui vont au M.J.C. — contre les « faux », c'est-à-dire les trotskystes et pro-chinois.

Le Parti Communiste doit aujourd'hui faire face à un danger : c'est la politisation de plus en plus grande de la jeunesse. Certes, il bénéficie pour une bonne part de cette politisation, puisque les Jeunesses Communistes reprennent vie, voient leurs rangs grossir pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, époque à laquelle les J.C. ont abandonné toute activité réelle. Les U.E.C. de leur côté se renforcent également alors qu'ils n'étaient plus qu'une boutique vide après les dernières exclusions massives de 66.

Mais du fait que les jeunes se politisent, on a pu voir parallèlement que les groupes d'extrême-gauche pouvaient trouver là un terrain favorable à leur propagande. En milieu étudiant notamment, jusqu'à une date très récente, on ne voyait apparaître comme organisations politiques de gauche que des trotskystes ou des pro-chinois.

Ce que le P.C.F. craint, ce n'est pas tant la concurrence de ces groupes : on a vu avec le mouvement du « Bateau pour le Vietnam » et la création des Comités de Soutien au peuple vietnamien qu'il suffisait au P.C. de lever le petit doigt pour qu'il récupère en quelques mois, sinon quelques semaines, dix fois plus d'argent et de sympathisants que tous les groupes d'extrême-gauche réunis ne sont capables de le faire avec leur propagande, que ce soit sur le Vietnam ou autre chose. Il craint essentiellement l'expression de tout courant qui se trouve sur sa gauche. Il ne peut tolérer l'expression des idées révolutionnaires, et pour cela il est prêt à utiliser tous les moyens, la violence quand il peut, ou bien la démagogie.

Aujourd'hui les jeunes se politisent et se disent révolutionnaires. Qu'a cela ne tienne, le P.C.F. dit à son tour que la jeunesse est révolutionnaire et que le P.C.F. est en France le seul parti révolutionnaire. Et les J.C. sont les meilleurs révolutionnaires parce qu'ils sont « lucides », et « ne se laissent pas berner par la phraséologie ultra-révolutionnaire des gauchistes ».

Après tout il n'en coûte rien au P.C.F. d'adopter ce langage vis-à-vis de ses jeunes. La tâche lui est d'ailleurs facilitée par le fait qu'il a repris à son compte la lutte pour « le soutien et la victoire du peuple vietnamien ». Sur ce terrain où il peut sans risque, avoir un langage aussi radical que celui des groupes « gauchistes », il fait la preuve qu'il est le plus efficace, et il peut se couvrir, même provisoirement d'une auréole de parti « révolutionnaire » vis-à-vis des jeunes sensibilisés par la guerre du Vietnam.

Sorti de là, le P.C.F. n'a évidemment aucune perspective révolutionnaire. Les buts que s'assignait le M.J.C. a la fin du congrès étaient en effet :

— la lutte pour la victoire du peuple vietnamien,
— la lutte avec le P.C.F. pour un gouvernement populaire ; la présence de ministres communistes dans un tel gouvernement étant la garantie que le régime de demain sera celui du peuple et de la démocratie...

Il est donc clair qu'à ce congrès, le P.C.F. n'a pas « gauchi » ses positions, pas plus qu'il ne l'a fait en créant un Comité Vietnam bien à lui. Le M.J.C. demeure quant au reste un mouvement dont le conformisme cadre mal avec les aspirations de la jeunsse. Témoin cet acharnement à séparer filles et garçons dans des organisations distinctes (les « Jeunes Filles de France » et les « Jeunesses Communistes »), chose qu'on ne retrouve dans aucun mouvement de jeunesse, si ce n'est chez les curés, et encore... C'est d'ailleurs bien compréhensible :

la famille, l'école, la société, s'ingénient à établir des cloisons étanches entre jeunes des deux sexes. La mixité représente souvent pour eux une liberté enviée ; l'agitation des cités universitaires en est le reflet. Mais dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les staliniens se montrent plus royalistes que le roi et sont les champions de la défense de la morale inculquée par la bourgeoisie à la société. Témoin aussi la présence en tant que secrétaire général du Mouvement des Jeunesses Communistes le « plus très jeune » François Hilsum. Il est vrai qu'Hilsum est un homme de confiance du P.C.F., il risque moins de se laisser séduire par la « phraséologie gauchiste » qu'un quelconque jeune qui n'a pas eu le temps de donner des gages de fidélité au parti...

L. TOURFAN.

A LA C.S.F. ISSY-LES-MOULINEAUX :

C.G.T. ET C.F.D.T. S'AFFRONTENT SUR LE PROBLEME DE L'EMPLOI

A la C.S.F. Guynemer la dernière séance du Comité d'Etablissement a connu une publicité vraiment exceptionnelle. Tant la C.G.T., majoritaire au CE, que la C.F.D.T., ont tenu à rendre public le différend qui les opposait et ont chacune précisé leur position dans des compte rendus séparés... et polémiques.

Sur quoi portait le litige ?

Simplement sur l'embauche d'une nouvelle correspondante d'entreprise sécurité sociale dont la titulaire partait à la retraite le 31 mars dernier.

Voici les faits :

Le 19 janvier, séance plénière du C.E., une candidate, employée C.S.F. est proposée.

Le 9 février, séance de travail du C.E., la direction est réticente sur la candidature proposée.

Le 26 février, re-séance plénière du C.E.. La direction demande qu'un petit examen soit préparé en commun (C.E.-direction) pour pouvoir juger de l'aptitude des candidats. Proposition acceptée. C'est la direction qui prépare les colles « après analyse des deux postes actuels » (dixit compte-rendu C.F.D.T.).

Le 8 mars, re-séance de travail et coup de tonnerre : trois candidates ont réussi l'examen !

Là-dessus, la C.G.T. cesse de jouer, et à la séance plénière suivante, demande un vote sur la candidature qu'elle soutient, l'emporte puisqu'elle est majoritaire... puis s'explique : « estimant que les trois personnes se valent professionnellement, considérant la situation générale de l'emploi et l'âge de la personne extérieure (56 ans) *et compte tenu du barrage fait par le patronat vis-à-vis des personnes ayant passé la quarantaine (souligné par elle), les élus C.G.T. du comité d'établissement, conscients du rôle social qu'ils ont à jouer dans la société actuelle (souligné par nous), estiment qu'il est de leur devoir de donner la priorité à cette personne ».*

Déclaration des élus C.G.T. (19-3-68).

Ensuite elle attaque :

La C.G.C. qui ! fuyant ses responsabilités a quitté la séance » avant le vote.

La C.F.D.T. qui a essayé de la « contrer par une position opportuniste ».

Enfin elle se congratule : « la C.G.T. n'a pas cédé au chantage de la direction ».

La C.F.D.T. répond sur 4 pages pour exposer les tenants et les aboutissements de l'affaire, pour souligner que la C.G.T. se contredit en parlant de retraite à 55 ans pour les femmes, alors qu'elle embauche à 56 ans ; en étalant par souci d'objectivité, sans doute, et avec un mouvais goût évident, les problèmes qui poussent la candidate C.G.T. à reprendre une activité professionnelle et en regrettant que « face aux menaces proches et directes dues à la fusion C.S.F. Thomson ou face aux fluctuations des charges à Guynemer même », on ait embauché une personne extérieure à l'entreprise au lieu d'offrir le poste vacant à un travailleur C.S.F.

En ce qui concerne les grandes envolées lyriques sur la défense et la garantie de l'emploi, sur le devoir de rendre des comptes aux électeurs, les deux syndicats n'ont rien à s'envier. Là-dessus, ils ont pour ainsi dire fait match nul, mais ce qui est remarquable, c'est que nos « élus » aient trouvé matière à s'occuper pendant presque trois mois. Et c'est cela que, nous travailleurs de C.S.F.-Guynemer, avons trouvé très fort.

GUADELOUPE :

AU PROCÈS DE POINTE-A-PITRE L'ACCUSATION A DU MAL A SE DÉFENDRE

DECIDEMENT, le procès qui s'est ouvert le 4 avril à Pointe-à-Pitre et qui devait juger 25 Guadeloupéens arrêtés après les combats des 26 et 27 mai dernier connaît des rebondissements de plus en plus surprenants.

Le 6 avril, deux jours après l'ouverture des débats, le tribunal suspendait les séances. Le commissaire Canalès, celui-là même qui avait donné l'ordre de tirer sur les manifestants, avait disparu !

Parmi ceux-là, pas de morts. Parmi les Noirs. offiiceusement il y en a 7. Quand jugera-t-on les assassins ?

(photo UPI)

Après quatre jours d'interruption, le procès a pu reprendre le 11 avril mais il s'est ouvert sur un nouveau coup de théâtre. Jean Canalès, enfin retrouvé, explique à la barre qu'il a été victime d'une « défaillance » et que les médecins lui ont conseillé de ne pas quitter son domicile. C'est ce qui explique son absence à la barre des témoins le 4 avril. Il faut croire que les explications embarrassées du commissaire malade n'ont pas convaincu grand monde puisque les avocats de la défense, suivis par le ministère public ont récusé ce témoin qui avait une facheuse tendance à faire des « fugues » imprévues. Le tribunal a d'ailleurs partagé ce point de vue.

Les autres témoins de l'accusation ne semblent pas observer avec plus de scrupules les règles de la procédure.

Le premier témoin M. Edouard Grosdésir, agent de police guadeloupéen, se trouve dans le public quand le président du tribunal l'appelle. Mais le tribunal n'était pas au bout de ses surprises. Le deuxième témoin (l'agent Mildebert Ernest) ne répond pas à l'appel répété de son nom. Finalement, l'huissier vient apprendre aux magistrats que l'agent Mildebert... était en faction aux portes du palais de justice !

Le défilé des autres témoins, de ceux qui ont pu être entendus à la barre, loin d'accabler les inculpés, devaient plutôt les innocenter. Ainsi, une demi-douzaine de témoins de la défense sont venus affirmer que l'instituteur Jerpan, inculpé, faisait la classe à Pointe-Noire (à 50 km de Point à Pitre) au moment même où se déroulait « l'émeute ».

A Pointe à Pitre, le procès des inculpés tourne au procès du colonialisme. La population a pris elle-même en main la défense des accusés. En se mobilisant, en venant crier dans la salle et aux abords du tribunal sa haine du colonialisme, en venant acclamer les inculpés, le peuple de la Guadeloupe s'est fait le meilleur avocat de ses fils victimes de la répression.

A l'heure où nous écrivons, le procès de Pointe à Pitre est terminé. mais le tribunal correctionnel ne rendra son jugement que mardi. En tout état de cause, la seule sentence « juste » serait un acquittement des inculpés.

Quelle que soit la sentence, le procès aura fait long feu. Destiné à effrayer la population il n'a fait que rendre populaires certains inculpés, que propager davantage l'idée de la Guadeloupe libre.

Mais le véritable procès reste à faire : c'est celui des assassins qui, en mai dernier, ont massacré 7 personnes (chiffre officiel) et fait des centaines de blessés. C'est celui des criminels qui laissent un peuple entier vivre dans la misère en protégeant une minorité privilégiée et raciste.

Ce procès là reste à faire et le peuple guadeloupéen saura le mener à bien le jour où il vivra librement dan son pays.

F. D.

A LA C.A.F.L. (Saint-Chamond)

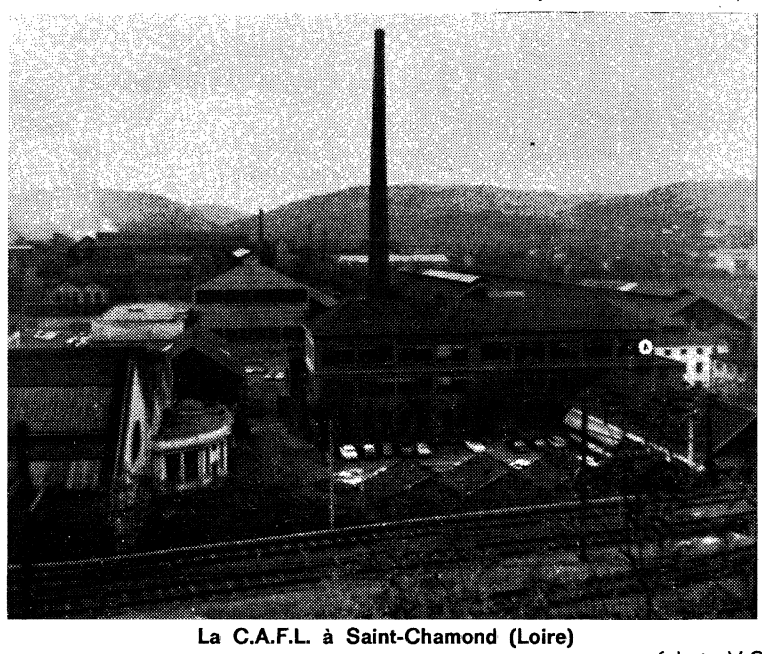
LES SYNDICATS PASSÉS MAITRES DANS LA TACTIQUE DES GREVES TOURNANTES

IL faut vraiment que la Vie Ouvrière ait peu de mouvements à son actif pour monter en épingle comme elle le fait, les divers débrayages qui se déroulent actuellement à la CAFL. Avec à l'appui photos de l'usine, de militants qui se concertent, interviews, grilles de salaires, sur trois pages bien remplies c'est à un véritable roman que nous avons eu droit. « 8 h 30 venaient de sonner. Soudain un coup de sifflet retentit et les fondeurs cessèrent le travail. L'opération « boule de neige » venait de commencer... Effectivement, l'histoire du mouvement qui s'est déroulé à la deuxième quinzaine de mars, dans les CAFL (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire) pourrait débuter comme un roman d'action. Pas un jour ne s'est passé sans qu'un mouvement n'ai lieu dans l'un ou l'autre des ateliers de l'une ou l'autre des usines du groupe ».

Si l'article peut faire illusion dans les autres régions, ici, par contre, sur le terrain, le ton déclamatoire, les fausses références à la soi-disant « action persévérante, unité et démocratie » ne peuvent plus que faire sourire. Les ouvriers perdent peu à peu confiance en la capacité des syndicats à organiser toute lutte efficace.

TRADITIONS DE LUTTE A LA C.A.F.L.

A la C.A.F.L., comme dans la plupart des usines de la région stéphanoise, quand les syndicats appellent à un mouvement, les ouvriers sortent dans la proportion de 80 à 100 %. Ceux qui ne sortent pas s'exposent aux « engueulades » de leurs copains. C'est ainsi que tous les mouvements nationaux, régionaux, ou de la métallurgie, sous quelque forme qu'ils se présentaient ont été aussi bien suivis. Ce qui n'empêchait pas les syndicats de ressortir régulièrement leur leit-motiv « on ne peut rien faire, les ouvriers ne suivent pas ». De plus, sous le prétexte de « concurrence à l'échelle européenne » l'usine a licencié du personnel en fin d'année, baissé des horaires (et les salaires en même temps), accéléré le rendement et renforcé la discipline. Alors, les ouvriers se sont mis en colère. Au cours d'un rassemblement dans la cour de l'usine, ils sont montés dans les bureaux de la Direction et ont envoyé des boulons à travers les vitres. Aussitôt, les syndicats ont repris le mouvement en main. Ils n'ont plus appelé à des rassemblements devant les bureaux mais à des débrayages d'un quart d'heure ou de cinq minutes sur le tas. C'était plus sûr en quelque sorte. Et le mouvement est retombé. La confiance que les ouvriers portaient à leurs organisations aussi.



La C.A.F.L. à Saint-Chamond (Loire)

(photo V.O.)

LES RAISONS DE LA LUTTE ENGAGEE

Maintenant que le calme est revenu depuis longtemps, les syndicats relancent une série de mouvements tournants qu'ils encadrent bien, et sur les objectifs pour lesquels ils ne risquent pas de se faire déborder. Ainsi ils retrouvent une raison d'exister.

Le but à atteindre : la reprise des discussions sur le renouvellement de l'Accord d'Entreprise. Les revendications qui y sont mentionnées sont : 7 % d'augmentation de salaires, à peine plus que ce que le gouvernement préconise (alors que la moyenne des salaires de la Loire est inférieure de 16 % à la moyenne des salaires nationaux). En outre, ils revendiquent la retraite à 60 ans, et des garanties en cas de mutation.

LES MOYENS D'ACTION

Il n'y a pas là de quoi emballer les foules. Et les moyens d'actions sont à la mesure des revendications. Les syndicats se sont mis d'accord (sans en référer nullement au personnel contrairement à ce que laisse entendre la Vie Ouvrière) pour appeler à toute une série de quinzaines d'actions. La première a débuté le 25 mars avec comme slogan : « A chaque jour son mouvement ». Et dans les quinze jours chaque travailleur devait voir fait l'équivalent d'une journée de grève. C'est ainsi qu'à St-Chamond les travailleurs ont été appelés à débrayer 3 fois en quinze jours 2 ou 3 heures à chaque fois. Pour innover un peu en la matière, les premiers débrayages partaient du principe de la « boule de neige ». A 8 h 30 c'est la fonderie qui débutait. A 9 heures elle allait chercher l'entretien qui à son tour une demi-heure plus tard faisait débrayer la chaudronnerie et à 10 heures, tout le monde avait arrêté le travail. Les autres mouvements se sont passés de façon beaucoup plus classique. 2 heures avant la fin de la journée on arrêtait le travail et on rentrait chez soi.

Depuis, une seconde quinzaine a été lancée avec comme mot d'ordre cette fois-ci « demi journée de grève » et « ce ne sont plus les ateliers qui se relayeront à tour de rôle mais les usines elles-mêmes ». « Le 3 avril St-Chamond, le 5 avril Onzion, le 9 avril St-Etienne, le 11 avril Ondaine ».

A défaut d'autres qualités on peut admirer chez les délégués l'ingéniosité qu'ils mettent à trouver toujours un moyen plus original d'éparpiller les mouvements. Il est probable qu'ils vont poursuivre cette forme de lutte. Elle a pour eux l'avantage de les rendre actifs sans qu'il y ait de danger de débordement. Et même la direction serait capable de céder et d'accepter, ô miracle, de discuter avec le syndicat ! Ce ne sont en tout cas pas les revendications avancées qui risquent de la mettre en faillite. A combien de pages de la Vie Ouvrière aurons-nous droit alors ?

LES REACTIONS DANS L'USINE

Mais si la Vie Ouvrière se glorifie de tels mouvements, les ouvriers de la C.A.F.L. eux commencent à s'essoufler. Ce n'est pas de cœur joie qu'on voie ses 700 F ou 800 F mensuels amputés d'une ou de deux journées de grève par mois et de la prime d'assiduité, d'autant plus que tout le monde est bien convaincu ici que ce genre de mouvement ne sert à rien.

La région stéphanoise demeure encore une région à tradition ouvrière, où on débraye par principe à l'appel des directions syndicales et même sans appel chaque fois que cela est justifié. Malgré que la tactique des grèves tournantes et inefficaces aient été appliquées ici aussi consciencieusement qu'ailleurs elle n'est pas encore arrivée à démoraliser complètement les ouvriers. Il est possible qu'en insistant bien les syndicats parviennent à leurs fins. A moins que ne se détournant d'eux les ouvriers ne se décident à prendre leur sort en mains.

J. RIVIERE.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

AU CREDIT LYONNAIS (PARIS)

QUAND LES PATRONS « TOURNENT » LA LOI

L'ordonnance gouvernementale du 27-9-67 fait obligation (en principe) aux patrons d'appliquer un horaire de 40 heures maximum aux jeunes de moins de 18 ans.

Mais comme les capitalistes peuvent demander des dérogations à l'Inspection du Travail, et qu'ils les obtiennent, la loi n'est pratiquement appliquée nulle part.

Bien entendu, la direction du Crédit Lyonnais et des autres banques ne s'est pas distinguée et n'a pas non plus respecté l'ordonnance gouvernementale.

Pourtant, quand une mesure favorise la direction, elle sait bien en arguer contre nous. C'est ainsi qu'elle se retranche toujours derrière le Ministère des Finances pour ne pas augmenter nos salaires, puisque, n'est-ce pas, le gouvernement a fixé l'augmentation maximum annuelle à 4 % !

Mais lorsqu'une loi favorise un peu une partie d'entre nous, comme c'est le cas, la direction se refuse à nous donner cet avantage.

Et si deux heures trente de moins par semaine, ce n'est pas une grande diminution du temps de travail, tous les moins de 18 ans l'apprécieraient et sauraient bien employer ces heures.

Alors, on peut toujours, quand on est patron, tourner une loi (celle sur les 40 heures date de 1936), sauf quand, bien sûr, ce sont les travailleurs en colère qui l'y obligent.

Et il faudra bien que jeunes ou moins jeunes, loi pas loi, nous fassions céder le patronat et l'Etat sur la diminution du temps de travail qui est une nécessité pour tous. Et le jour où nous serons décidés, deux heures trente en moins par semaine, cela ne fera pas le compte. C'est 30 heures maximum de travail qu'il nous faudra exiger.

(V.O. Crédit Lyonnais, n° 1942).

AUX CABLES DE LYON

L'EXPLOITATION A L'ECOLE

On s'occupe des jeunes à la « boutique ». On cherche à recruter des apprentis, d'après ce que nous apprend une affiche qui figure à tous les panneaux de l'usine depuis une quinzaine. Mais c'est pour leur bien ! nous dit-on, afin de leur apprendre pratiquement un métier. Car pour l'aspect théorique, il y a en même temps les Centres d'Apprentissage patronnés par l'Etat et les services de la main-d'œuvre.

Ainsi, l'Education Nationale se décharge sur les entreprises du soin d'apprendre aux jeunes le métier qu'ils sont censés préparer à l'école. Autant de moins pour un ministère qui manque de crédits et autant de gagné pour les patrons qui sont ainsi directement approvisionnés en main-d'œuvre formée sur le tas, après s'être servis d'elle pendant la période dite d'apprentissage, en la payant d'ailleurs bien en dessous du minimum vital.

Cette méthode de prétendue formation professionnelle sert ainsi à lier les jeunes prolétaires à l'usine, en les pliant dès l'école à la production et à la discipline, d'autant plus facilement qu'à l'heure actuelle nombre de jeunes craignent d'être chômeurs avant d'avoir jamais travaillé.

L'exploitation à l'usine, l'encasernement à l'école en attendant la vraie caserne, voilà ce que cette société est capable d'offrir à la jeunesse.

(V.O. Câbles de Lyon, n° 184).

CHEZ MICHELIN (BOURGES)

OUVRIERS ET ACTIONNAIRES

Michelin soigne sa prospérité. Une nouvelle usine doit se construire à Cholet ; la troisième usine Michelin-Espagne démarre, on parle d'une nouvelle implantation en Angleterre et en Allemagne.

Il faut dire que pour ce qui est des méthodes d'exploitation modernes, de l'augmentation de la productivité en faisant suer le burnous à coups de modifications de mode opératoire et descentes de chronos, Michelin ne craint personne. L'an dernier, avec 8,3 % de personnel en plus, la production a augmenté de 11 %.

Les actionnaires Michelin sont donc bien servis. Alors qu'il y a quelques mois l'action Michelin valait 550 F, elle a dépassé 850 F récemment. Même en faisant la part de la spéculation, une hausse de 55 % se passe de tout commentaire.

55 % pour les actionnaires, des miettes pour nous, et plus de 30 ans après 36 nous ne disposons toujous pas de la semaine des 2 dimanches.

(V.O. Michelin-Bourges n° 46.)

A LA C.S.F. (LEVALLOIS)

A CHACUN SON PLAN

Après la démission de M. Ponte, le conseil d'administration de la C.S.F. a élu un certain M. Richard à la présidence de la société.

A la tête d'un trust dont le bilan se chiffre par milliards, un Richard succédant à un Ponte fera sûrement l'affaire... Pas celle des travailleurs, mais celle des actionnaires puisque le journal « Le Monde » du 30 mars rapporte qu'à sa conférence de presse, le nouveau président « a précisé que la direction s'efforcerait (!) de maintenir le maximum de salariés à leur poste, grâce notamment à un développement des activités de la nouvelle société. Il n'a pas caché cependant que de nombreux emplois — au stade des études, de la production et de la distribution — appelleraient des mesures de compression » (souligné par nous).

Discrètement on profère ainsi des menaces de licenciement.

De notre côté, sommes-nous prêts à défendre notre intérêt ? Sommes-nous prêts à empêcher tout licenciement ? Si oui, il n'y a qu'un seul moyen pour y arriver : nous organiser, attaquer les premiers, en exigeant la diminution du temps de travail sans perte de salaire, de façon à ce qu'il n'y ait pas de licenciement mais PARTAGE DU TRAVAIL ENTRE TOUS.

(V.O. C.S.F. Levallois)

CHEZ HISPANO-SUIZA (BOIS-COLOMBES)

PAS DE POUDRE AUX YEUX

Vendredi dernier, Hispano fêtait ses « anciens ». 30 ans de maison donnaient droit à des poignées de mains chaleureuses, des congratulations et une petite enveloppe relativement substantielle.

A cette occasion les « huiles » étaient présentes. Et tout était fait pour donner à l'ancien l'impression qu'il faisait partie d'une grande famille. Une grande famille où chacun serait apprécié selon ses mérites. Tanpis pour ceux qui sont partis en pré-retraite volontaire ou fortement suggérée. Ils n'ont pas eu droit à cette petite cérémonie. Ils n'ont pas vu les chefs qui pendant tant d'années leur ont refusé de l'augmentation, sourire et jouer les bienveillants. Ils n'ont pas eu besoin de remercier.

Car cette direction aimable et souriante, c'est aussi celle qui licencie et règle sans même nous informer de l'avenir de l'entreprise et du nôtre.

En fait ce cinéma ne trompe personne. Chacun sait exactement les limites de cette « bienveillance ». La petite fête de vendredi ne met personne à l'abri des coups. Et la direction Hispano ne peut briser la méfiance que sa politique a développée depuis deux ans.

Ce que les travailleurs demandent, ce n'est pas un sourire et un cadeau, c'est le droit de vivre décemment, comme des hommes qui ont travaillé toute leur vie et produit pour toute la société.

Ce n'est pas de la reconnaissance, c'est un droit, le droit le plus élémentaire, mais un droit qu'il nous faudra conquérir.

(V.O. Hispano-Suiza n° 90).

CHEZ PEUGEOT (SOCHAUX)

LA FORCE DES OUVRIERS

La presse locale s'est faite l'écho de l'activité déployée par le syndicat F.O. (Est Républicain du 2 avril). Cette organisation avec son millier de voix chez les ouvriers, obtenues lors des dernières élections de délégués, n'est pas gênée pour envisager de signer un accord applicable aux 37.000 ouvriers de l'A.P.

Que contiendrait cet accord ? Une harmonisation (???) des salaires et des avantages et peut-être « la restauration du fonds de régularisation des ressources destiné à compenser les pertes de salaires occasionnées par les réductions d'horaire ». En somme un petit nuage de fumée derrière lequel ne peuvent pas se cacher les intention de F.O. qui décare : « Nous ne sommes pas pour les 40 h payées 48 ».

Une telle position n'est pas étonnante de la part de cette organisation qui se contente de marchandages autour d'un tapis vert mais qui se refuse à envisager de mobiliser les ouvriers pour imposer au patronat des conventions collectives ; F.O est beaucoup plus disposé à accepter des procédures limitant le droit de grève, comme en 1957, pour n'obtenir que des broutilles.

Dans le passé les autres organisations syndicales ont critiqué les initiatives F.O. et les accords conclus, mais ont fini par s'y rallier... pour pouvoir participer aux discussions. Vont-elles renouveler la même vieille tactique en refusant de définir des objectifs à la hauteur et d'organiser la lutte qui peut seule faire reculer les patrons ?

Cela dépend de nous et de notre volonté de nous battre pour imposer des conventions collectives susceptibles d'intéresser tous les métallos, car la force des ouvriers réside dans leur mobilisation pour des objectifs communs.

(V.O. PEUGEOT n° 130).

TCHÉCOSLOVAQUIE : sens et signification de l'intervention du Kremlin

APRES l'échec de l'intervention de Brejnev dans la lutte des fractions Dubcek et Novotny, et après l'éviction de ce dernier, les dirigeants soviétiques ont gardé pendant quelques temps un silence complet sur les événements tchèques. Ce fut un discours de Brejnev prononcé le 29 mars qui a rompu ce mutisme en public. La session plénière du Comité Central du P.C. Soviétique vient à son tour de discuter des problèmes posés par les remous en Tchécoslovaquie.

Le contenu des débats n'est connu que par de rares indiscrétions et par la déclaration finale. Celle-ci, quoiqu'elle se garde de s'en prendre trop ouvertement aux Tchèques, n'en est pas moins claire. Les affirmations sur la nécessité d'une « lutte intransigeante contre l'idéologie ennemie », l'anathème jeté à ceux qui visent « à affaiblir l'unité des pays socialistes et du mouvement communiste international, à diviser les forces progressistes, à saper du dedans la société socialiste », sont sans équivoque.

Moscou a pris position. Elle le fait en mettant en garde les dirigeants tchèques devant l'effervescence qu'ils couvrent de leur nom. Elle le fait en mettant en garde les dirigeants tchèques de l'effervescence qu'ils couvrent de leur nom. Elle le fait en brandissant des menaces à peine voilées : directement ou par staliniens est-allemands interposés.

Qu'escomptent les dirigeants soviétiques par leur intervention intransigeante ?

En tout état de cause, cette intransigeance vise le peuple tchèque. Deux hypothèses sont cependant possibles.

Le Kremlin peut estimer que Dubcek et ses compagnons vont réellement trop loin. Non que ceux-ci se distinguent par une attitude révolutionnaire ni même particulièrement libérale. Mais le simple fait qu'ils ne s'opposent pas plus énergiquement qu'ils ne le font à l'effervescence en milieu intellectuel, qu'ils acceptent et en quelque sorte légalisent une certaine libéralisation du ton de la presse peut être interprété par Moscou comme une faiblesse criminelle. L'expérience politique des drigeants soviétiques est certainement plus riche que celle des dirigeants de Prague. Même si les seconds oublient les leçons de Hongrie, les premiers s'en souviennent.

« Vous jouez aux apprentis sorciers » — tel peut être le contenu de l'avertissement de Moscou à Prague. « Vous toiérez une certaine liberté d'expression car vous estimez que pour l'heure elle n'est pas utilisée contre vous-mêmes, vos objectifs, et vos vélléités d'indépendance, au contraire. Mais prenez garde, car vous déclenchez là des forces que vous ne pourrez plus contrôler, comme en Hongrie. Et il nous appartiendra encore d'être votre dernier recours et de payer les pots cassés. Comme en Hongrie. D'indépendance, vous n'êtes pas capables, et d'ailleurs nous ne l'acceptons pas ».

Dans cette hypothèse, les menaces soviétiques visent non seulement les couches en effervescence, et surtout ceux qui seraient susceptibles de les suivre, mais aussi le régime, capable à la fois de mollesse et d'une excessive velléité d'indépendance, l'une expliquant l'autre.

De quelle façon la bureaucratie soviétique peut-être concrétiser ses menaces ? Dans le contexte actuel, il est difficile d'envisager une intervention militaire russe contre le régime en tant que tel. Pas seulement parce qu'une telle intervention serait le meilleur moyen de ressouder l'unité nationale derrière le régime sur la base des sentiments nationalistes anti-russes. Mais, alors que l'impérialisme occidental avait été trop content en 1956 que l'Armée Rouge se voit chargée de la tâche d'écraser l'insurrection prolétarienne en Hongrie, il est peu vraisemblable qu'il accepte qu'elle intervienne, uniquement pour maintenir dans l'orbite du Kremlin un pays qui tend à prendre le large. L'impérialisme ne considère pas du même œil une insurrection prolétarienne et le désir d'un Etat du glacis à se débarrasser de la tutelle soviétique.

La bureaucratie russe ne peut probablement concrétiser ses menaces, dans la mesure où elles visent le régime dans son ensemble, que sur le plan économique. Mais l'efficacité d'éventuelles représailles économiques dépend de l'attitude plus ou moins compréhensive de l'impérialisme, du soutien qu'il accepte d'accorder à une Tchécoslovaquie nationale, même si celle-ci reste sous sa direction actuelle.

Mais l'intransigeance russe n'est pas forcément orientée contre le régime. Elle peut être, au contraire, une manœuvre pour le soutenir. Dubcek peut être fort conscient du danger de la situation actuelle, mais ne pas avoir la possibilité d'agir sur elle. La bureaucratie russe de son côté a pu faire le choix de donner un minimum de suite aux velléités d'indépendance des dirigeants de Prague, afin de sauvegarder l'essentiel, afin de sauvegarder une Tchécoslovaquie liée au camp soviétique. L'attitude soviétique serait alors la version cette fois-ci consciemment renouvelée de ce qui s'est passé en Pologne en 1956, autrement dit, elle viserait à permettre à Dubcek de se prévaloir face aux couches en effervescence du danger d'une sanglante intervention soviétique. Manœuvre à double tranchant, certes, car l'intransigeance soviétique pourrait favoriser, aux dépens de Dubcek, des éléments nettement plus résolument anti-russes. Mais dans la mesure où les menaces actuelles englobent peuple et régime, et semblent même viser surtout ce dernier, elles contribuent au contraire à donner à Dubcek l'auréole du chef de file de la résistance nationale, et le faire apparaître de surcroît comme le seul à pouvoir obtenir un certain degré d'indépendance sans effusion de sang.

Ces possibilités correspondent à deux types de rapports possibles entre les dirigeants tchèques et la bureaucratie soviétique. Mais elles sont identiques quant à l'essentiel. D'une part, elles visent également à maintenir la Tchécoslovaquie dans l'orbite soviétique. D'autre part, dans l'un et l'autre cas, la bureaucratie soviétique montre qu'elle estime qu'il lui appartient de jouer le rôle du gendarme dans cette région du monde contre d'éventuels mouvements populaires.

L'U.R.S.S. joue ce rôle pour l'instant par des manœuvres ou par des pressions diplomatiques. Elle a montré en 1956 qu'elle est prête à le jouer par les armes. Et 12 ans après, s'il paraît peu vraisemblable qu'elle puisse intervenir militairement contre le régime Dubcek, dans la mesure où celui-ci parvient à canaliser l'effervescence actuelle en sa faveur, elle interviendrait certainement au cas où l'effervescence débordant les cadres acceptés par Dubcek, se transformerait en révolution populaire. Et elle le ferait alors, une fois de plus, avec la bénédiction tacite de l'impérialisme américain.

G. KALDY.

QUAND DUBCEK LIBÉRALISE

LA Tchécoslovaquie continue à constituer un objet d'émerveillement pour les démocrates petit-bourgeois socialisants d'Occident. Voilà un régime qui à les en croire, s'est engagé sur la voie certes pleine d'embûches mais ô combien exaltante, qui mène vers un dosage idéal d'un socialisme sans dictature et d'une démocratie sans oppression sociale. Et ceci sous la conduite à la fois prudente et hardie d'une équipe jeune débarrassée des tares de la génération ainée.

Par delà ce conte rose, il reste cependant la question : quel est le jeu des dirigeants tchèques ?

D'un côté, ils redoublent les appels au calme et à la sagesse. Dubcek vient encore d'insister qu'il faut, certes, continuer le processus, mais « avec prudence, de manière réfléchie, sans hystérie » car, dit-il, « considérer la démocratie comme une possibilité pour chacun de se mêler de tout et de faire ce que bon lui semble, c'est vouloir l'anarchie, cela n'a rien à voir avec la démocratie. »

Mais d'un autre côté, il ne semble pas encore avoir opté pour la manière forte. La presse continue à user d'un ton inhabituel dans les démocraties populaires, il n'est pas question de pendre les journalistes ni même de les démissionner; des organisations naguère pourchassées sont en train d'être reconstituées; des personnalités oubliées peuvent sortir de l'ombre et se faire entendre. On parle de libéralisation tant il est vrai que ce mot a perdu toute signification.

La mansuétude des dirigeants tchèques est pourtant incontestable. Elle s'explique par le rapport de force entre l'Etat tchèque et l'U.R.S.S., entre le régime et les différentes forces sociales à l'intérieur du pays même, elle s'explique par la conscience qu'ont les dirigeants tchèques de ces rapports de forces.

Face aux masses, les nouveaux dirigeants agissent en tant que dépositaires des intérêts de l'Etat national tchèque. Comme tels ils sont les instruments de ce processus historique qui, à travers des voies différentes d'un pays à l'autre, amène toutes les démocraties populaires à affirmer leur indépendance face à Moscou. Au sein de leur propre pays, ces dirigeants représentent un régime bonapartiste qui n'a pas une assise nationale suffisamment solide pour pouvoir se passer de l'appui de la bureaucratie soviétique et de sa force de répression.

La politique des dirigeants à l'égard des uns et des autres est une perpétuelle recherche d'équilibre entre des forces et des intérêts contradictoires. Un équilibre qui ne s'établit ni automatiquement, ni sans mal.

En tout état de cause, le régime a intérêt à élargir son assise sociale. Il ne peut le faire que sur une base nationaliste.

Or, quelle que soit la dynamique de l'effervescence actuelle, elle est, d'une part, encore circonscrite aux couches qui sont les seules à pouvoir constituer une assise nationale relativement durable pour le régime, à savoir avant tout la petite bourgeoisie intellectuelle ; elle se mène, d'autre part, au nom des idées et des objectifs qu'affiche l'équipe dirigeante elle-même.

Enfin, cette effervescence ne s'est pas encore présentée en opposition au gouvernement mais au contraire en se plaçant entièrement sur le terrain de celui-ci.

Quand Cernik, le nouveau chef du gouvernement annonce : « la ferme volonté du gouvernement tchèque de renouer avec les traditions glorieuses du pays », il exprime les désirs de l'équipe dirigeante. Mais il peut en même temps s'estimer légitimement le porte-parole de toutes les couches qui aspirent à ce qu'après vingt ans de main mise soviétique la Tchécoslovaquie renoue avec son propre passé, avec la Tchécoslovaquie de Masaryk et de Bénès.

La raison profonde de la mansuétude des dirigeants à l'égard des revendications nationales des intellectuels est que, précisément, ces revendications sont nationales et que, pour les faire aboutir, les intellectuels font confiance au nouveau gouvernement.

Cela dit, l'agitation exprime en même temps l'aspiration de ces mêmes couches à jouir de leurs prérogatives démocratiques. C'est là que, quel que soit l'usage qu'entendent faire de cette démocratie, ceux qui la réclament, et même si pour l'instant la liberté qu'ils réclament est de dire plus fort et plus haut ce que le gouvernement lui-même dit, cette agitation recèle un danger mortel pour le régime.

Car accorder la liberté d'expression à la petite bourgeoisie intellectuelle, c'est accepter dans les faits que d'autres couches ou classes et avant tout le prolétariat puissent éventuellement vivre de cette liberté. La dynamique du processus n'est pas épuisée par les rapports entre les dirigeants et les intellectuels, et c'est au fond, parce qu'il est incapable de faire face aux revendications du prolétariat, que le régime est organiquement incapable d'assurer la démocratie au sein de sa propre assise sociale.

Alors, de deux choses l'une : ou le gouvernement ne se trompe pas en estimant son assise assez forte, pour continuer à canaliser l'effervescence actuelle à son profit, tout en la faisant prévaloir auprès des masses pour justifier ses prétentions à une plus grande indépendance ; ou il a méjugé de ses capacités et le processus va lui échapper à court terme. Dans le premier cas Dubcek va parcourir le chemin déjà tracé par Gomulka. Dans le second, il suivra celui de Kadar.

G. K.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard Paris-18e
Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 6 MAI
Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

ROUMANIE
POLOGNE
TCHÉCOSLOVAQUIE

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES DÉMOCRATIES POPULAIRES ?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Après le coup de barre à droite en Union Soviétique.

Ecrivain russe au travail